

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-Conference-Caribeenne-exige-le-retrait-immediat-de-la-Minustah>

« La Conférence Caribéenne » exige le retrait immédiat de la Minustah

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : mercredi 23 novembre 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La déclaration finale de la « Conférence Caribéenne pour l'Action Conjointe en défense de la Souveraineté d'Haïti » qui s'est tenue à Vertières, Cap Haïtien, a réclamé le départ immédiat de la Minustah (Force d'ONU pour la Stabilisation de l'Haïti).

Soixante organisations d'Haïti ont souscrit cette déclaration avec autres 20 de la Guadeloupe, la Martinique, Trinidad Tobago, la Dominique, les États-Unis et le [Parti Ouvrier Indépendant](#) de France.

Réunies dans cette conférence qui a eu lieu les 16, 17 et 18 novembre, les signataires ont déclaré dans le premier de leurs points, que les conséquences de l'occupation d'Haïti par les forces de Minustah sont honteuses.

Ils ont demandé le départ immédiat des troupes de Minustah et la restauration de la pleine souveraineté du peuple haïtien.

Ils expriment la nécessité de renforcer le comité de surveillance de la *Commission Internationale d'Enquêtes* qui mène à la formation d'une structure nationale cohérente, capable de réaliser cette mission jusqu'à la fin.

Les expériences partagées par les dirigeants syndicaux, politiques et les associations participantes à la Conférence, leur a permis, ont-ils dit, une meilleure compréhension, de la vraie politique de privatisation qui viole des normes légales et des conventions haïtiennes et de l'*Organisation internationale du Travail* (OIT).

Ils ont aussi dénoncé la destruction de la production agricole nationale qui approvisionnait 60 % des besoins domestiques et est tombé à moins de 25 % en 20 ans.

L'exploitation de ressources minérales dans tout le pays par des compagnies étrangères, constitue une attaque à la souveraineté de la première république noire indépendante, ont-ils exprimé.

En ce moment historique de la vie du peuple haïtien et à l'occasion de l'anniversaire de la *Bataille de Vertières*, nous déclarons que les forces d'occupation des Nations Unies sont illégales et illégitimes, affirme le document.

Plus loin il rappelle les crimes attribués à des agents de la Minustah, y compris des viols contre des petites filles et des femmes haïtiennes.

Il rappelle les stigmates soufferts par la population haïtienne à cause l'épidémie de choléra, dont le début fut de l'unique responsabilité de militaires des Nations Unies. Cette épidémie a touché plus de sept mille vies et infecté un demi-million de personnes.

Dans une autre partie de la déclaration celle-ci souligne que l'actuel gouvernement d'Haïti n'a pas montré le désir de demander le départ de la Minustah ni demandé qu'elle respecte la loi haïtienne dans les zones libres, obligeant les propriétaires à réembaucher les syndicalistes licenciés pour s'être organisés.

Le document affirme que la *Commission Internationale pour la Reconstruction d'Haïti*, coprésidée par l'ancien président des États-Unis Bill Clinton et le président haïtien Michel Martelly, est un instrument de l'impérialisme pour

rendre permanente l'occupation d'Haïti et pour refuser la démocratie et la souveraineté au peuple haïtien.

Plus de 600 000 personnes languissent encore sous des tentes dans des conditions inhumaines depuis presque deux ans après le tremblement de terre, indique t-on.

Dans sa partie résolutive, le texte déclare le 1er juin 2012, huitième anniversaire de l'occupation d'Haïti par la Minustah, jour continental et international pour le retrait immédiat de cette force » et de cette façon respecter le mandat du Forum de Sao Paulo.

[PL](#). Port-au-Prince, le 22 novembre 2011.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiassi.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[El Correo](#). Paris, le 23 de novembre de 2011.